

## Message du Président

Chers membres de l'Assemblée,  
Chères sœurs et frères, cher·e·s ami·e·s,

Vous connaissez tous le célèbre adage « Penser globalement, agir localement » (en anglais « *Think globally, act locally* », globally voulant dire à l'échelle du globe, mondialement). La paternité de ce mot d'ordre est discutée : selon les uns, son auteur est en 1971 le fondateur des Amis de la terre, David Brower, pour d'autres il aurait été utilisé pour la première fois par le franco-américain René Dubos au premier sommet de l'environnement en 1977, d'autres enfin l'attribuent au théologien protestant Jacques Ellul. Utilisé surtout dans le domaine de l'écologie, mais aussi de la politique et de l'économie, il nous invite à réfléchir et à agir en étant conscients à la fois d'être citoyennes et citoyens du monde, co-responsables de son avenir, et acteurs décisifs sur le plan personnel et local de ce devenir : le « je » et le « nous » sont indéfectiblement liés. En confessant l'Église universelle, les chrétiens s'inscrivent aussi dans ce souci d'articuler l'engagement personnel avec le souci de l'universel.

L'équation est particulièrement difficile dans notre monde en profonde mutation où rares, et peut-être même suspects, sont ceux qui peuvent prétendre avoir une vision ou une perspective globale pour notre planète. La vision d'un progrès universel reposant sur les connaissances scientifiques et techniques qui permettraient de vaincre la faim et les épidémies dans le monde, d'en terminer avec la guerre et les injustices, de faire respecter partout les droits de l'homme et la démocratie, cette vision, qui a marqué la fin du 20<sup>e</sup> siècle, est de moins en moins partagée par l'humanité. Du côté des Églises, la dynamique œcuménique, qui semblait pouvoir dépasser les divisions séculaires et prendre ses distances avec les conceptions confessionnelles ou nationalistes de l'Église, marque le pas. Là aussi, les progrès sont en panne, quand ce ne sont pas le repli ou la régression qui l'emportent. Si les utopies collectives de progrès ne font plus recette, la foi en l'utilité de l'action personnelle semble aussi marquer le pas : le « à quoi bon ? » justifie de plus en plus souvent le peu d'engagement en politique ou dans le syndicalisme, ou encore dans l'Église. Malgré tout, on voit émerger sur tous les continents des mouvements citoyens qui souhaitent prendre leur avenir en main, que ce soit pour la survie de la planète, pour les droits des femmes ou la défense de la démocratie. Mais de quel côté va pencher la balance ? Nous sommes dans un temps d'incertitude où le pire n'est ni certain ni à écarter : nous sommes très exactement dans une crise, au sens étymologique du mot, c'est-à-dire le moment décisif où tout peut basculer d'un côté ou de l'autre.

### **1. Du global au local : le monde et l'Église universelle dans la tourmente**

Encore sous le coup des conséquences de la pandémie, la préparation de l'Assemblée mondiale du Conseil Œcuménique des Églises (COE) à Karlsruhe a été impactée très vivement par la guerre en Ukraine. Le conflit est terrible en soi, mais ce qui l'est bien plus encore, c'est que le chef spirituel de l'Église orthodoxe russe, la plus grande des Églises orthodoxes membre du COE, ait cru devoir justifier cette agression, qui relève selon lui d'une guerre de civilisation contre un occident dégénéré. Cela montre que le fondamentalisme religieux justifiant la violence pour arriver à ses fins n'est pas une exclusivité du monde musulman. Et l'actualité nous rappelle que les États-Unis d'Amérique, qui se veulent la plus grande démocratie du monde et le pays de la liberté, sont aux prises avec de puissants courants réactionnaires, largement alimentés par les fondamentalistes chrétiens. Ces derniers pensent aussi mener une croisade civilisationnelle en interdisant l'avortement et même la contraception, tout en prônant le droit à l'autodéfense et au port des armes. L'avortement est toujours un échec, mais l'interdire c'est ramener à la clandestinité un acte dont les femmes les plus pauvres et les plus démunies seront les victimes.

Ces courants ultraconservateurs sont malheureusement à l'œuvre partout dans le monde et dans toutes les Églises : lors du récent Conseil de la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) qui s'est tenu du 9 au 14 juin à Genève, la déléguée de l'Église luthérienne russe a défendu la thèse de la désinformation des pays occidentaux, qui auraient laissé commettre sans réagir les exactions ukrainiennes dans l'est prussien du pays depuis 2014. De son côté, l'Église luthérienne de Lettonie persiste dans son refus de l'ordination des femmes qu'elle a pourtant pratiquée durant plusieurs décennies. Par ailleurs, certains diocèses luthériens du Nigéria

et de Tanzanie sont en voie d'adhérer au synode du Missouri, mouvement confessionnaliste luthérien ultraconservateur, en opposition à la FLM. Comment les Églises chrétiennes peuvent-elles espérer avoir une parole prophétique pour promouvoir la paix et influencer les décisions politiques dans le bon sens, si elles sont elles-mêmes aux prises avec de profondes divisions ?

Le conflit israélo-palestinien s'est lui aussi réinvité à la table des actualités, et cette « guerre de cent ans » a de quoi désespérer les plus optimistes. Le Conseil de la FLM a une nouvelle fois protesté en faveur d'une résolution du conflit, en insistant tout particulièrement sur la situation préoccupante de l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem qu'elle gère : cet établissement qui dispense des soins de haut niveau, notamment à des Palestiniens de la bande de Gaza, est amené à refuser des patients, faute de trésorerie. L'interruption des financements américains sous l'administration Trump, les retards des versements de l'Union Européenne et les financements aléatoires de l'autorité palestinienne ont mis à mal les finances de l'hôpital. Le global entraîne ici des conséquences désastreuses sur le local !

Un autre domaine où le global a des conséquences terribles sur le local est le commerce des armes. Comment pouvons-nous espérer voir progresser la paix (et il n'y a pas la guerre qu'en Ukraine, l'ONU a recensé 39 conflits de plus ou moins grande intensité dans le monde !) si les pays développés, dont la France, alimentent en armes les protagonistes de toute la planète ? Un récent colloque organisé par l'ACK (*Arbeitsgemeinschaft Christlicher Kirchen*) du Bade-Wurtemberg à Strasbourg a montré que les Églises savaient mobiliser une expertise et des compétences dans ce domaine et interpellé de manière pertinente les politiques. Rappeler que « celui qui vit par l'épée périra par l'épée » me semble être un devoir de fidélité par rapport à l'enseignement du Christ. Il ne s'agit évidemment pas de mettre en cause le soutien matériel actuel à l'Ukraine : lorsque la guerre est là, il est trop tard pour se réfugier dans les regrets. Mais il y a tout de même de l'indécence à déplorer des conflits au Proche-Orient ou en Afrique, quand nos industries en tirent les plus grands profits en armant les protagonistes ! Cela fait bien longtemps que les voix des Églises ne se sont plus élevées pour promouvoir le désarmement. La FLM a abordé cette question dans sa déclaration sur la guerre en Ukraine. Reste à voir quelles suites concrètes seront données à cette volonté de rouvrir ce dossier.

La vocation des chrétiens et des Églises est évidemment de panser les plaies, matérielles ou morales, de secourir les malades et les blessés quelle que soit la nature de leur maladie ou de leur blessure, et de contribuer à la réconciliation. Elles l'ont fait remarquablement durant la pandémie, et cela leur a permis de reprendre conscience de l'importance de la solidarité de proximité et de l'écoute locale. Mais l'Église n'est-elle qu'une ambulance qui recolle les morceaux que la folie des hommes a provoqués, ou doit-elle aussi s'attaquer aux causes des conflits et des pandémies en retrouvant le sens de sa vocation prophétique ? Poser la question, c'est à mon sens y répondre positivement. Non en se voulant donneurs de leçons, mais plutôt lanceurs d'alerte. Il en va ainsi de tout ce qui menace l'humanité : le surarmement, les violences faites aux plus faibles, ou la crise climatique.

## **2. Du global au local : nouvelle donne politique en France**

Si nous descendons d'un cran pour observer ce qui se passe dans l'Hexagone, on ne pourra pas là non plus éviter le mot de crise, au sens d'une situation qui peut basculer d'un côté ou de l'autre. Si l'on est optimiste, on dira que l'Assemblée sortie des urnes le 19 juin est une chance pour rééquilibrer les pouvoirs, au profit d'un renouveau du pouvoir parlementaire. Si l'on est pessimiste, on estimera que le pays est devenu ingouvernable et que les décisions risquent d'être prises dans la rue. Le régime présidentiel de notre pays, s'il a permis de sortir de l'instabilité chronique du parlementarisme, a tout de même montré ses limites, et nous n'échapperons sans doute pas à la nécessité d'une réforme institutionnelle. En attendant, l'extrême droite est durablement installée dans le paysage. Outre les mesures sécuritaires et anti-immigration qu'elle prône, elle risque surtout de favoriser la régression du projet européen, un des grands acquis de l'après-guerre, malgré ses limites et ses imperfections.

Quand on ajoute à ces incertitudes politiques la hausse des coûts de l'énergie, qui se répercute non seulement sur la facture directe de l'électricité, du gaz et du carburant, mais aussi sur les coûts de production des industries, sans parler des problèmes d'approvisionnement en matières premières et de la hausse des taux d'intérêt, notre vie économique et sociale risque d'être durablement perturbée. Le global percute là encore le local : le conseil de l'UEPAL réfléchit concrètement à la manière d'aider ses pasteurs à faire face à la facture énergétique et à encourager les paroisses et les communes à mettre fin aux passoires thermiques que constituent encore de trop nombreux presbytères.

Il n'est pas interdit d'espérer que le conflit ukrainien vienne renforcer la cohésion et la solidarité européennes, au-delà du remarquable sursaut humanitaire envers les réfugiés, auquel les Églises ont d'ailleurs significativement contribué. De même est-il permis d'espérer que la crise énergétique vienne accélérer les

mesures d'économie d'énergie et la transition énergétique, mais les craintes inverses ne sont pas sans fondement non plus : à nous de nous mobiliser pour encourager le meilleur !

Dans ce contexte incertain, nous avons aussi du souci à nous faire pour notre Droit local, en particulier pour ce qui concerne les cultes. Le parti actuellement au pouvoir n'a rien fait pour le conforter, on peut même considérer qu'il l'a affaibli. J'en veux pour preuve la disparition en 2019, faute d'avoir été renouvelée à temps, de la Commission de Droit local. Ressuscitée sur le papier fin 2021, cette Commission n'est toujours pas en place, sachant qu'elle est constituée pour moitié de représentants de l'État et que les cultes n'y figurent pas ! Et que dire du traitement (ou plutôt du non-traitement !) des questions liées à l'enseignement religieux, sans parler de la remise en cause des jours fériés du Vendredi Saint et de la Saint-Étienne. Plus discrètement, la pression continue exercée sur la réduction du nombre de postes pastoraux (25 postes perdus en 7 ans, soit 10 %) donne le sentiment que si certains, qui ne s'en cachent pas, voudraient purement et simplement abolir le régime local des cultes, d'autres le poussent discrètement et régulièrement vers la sortie. En l'occurrence, et nous l'avons souvent répété, il ne s'agit pas de défendre des privilèges mais un modèle de relations entre les cultes et l'État. On peut certes discuter de tout, mais l'histoire de l'Alsace-Moselle confère à celle-ci le droit de décider de son avenir sans avoir à subir d'oukase politique ou de maltraitance technocratique.

Les responsables politiques semblent avoir saisi l'importance de l'enjeu. On peut là encore parler de crise, car c'est maintenant qu'il faut agir pour orienter les choses dans un sens ou un autre. Vous avez sans doute relevé dans la presse régionale la création, à Saverne, du Conseil représentatif du Droit local. A l'initiative du Sénateur André Reichardt, la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) et l'Eurodépartement de Moselle ont décidé de réunir, avec l'appui technique de l'Institut de Droit Local, les « forces vives » politiques (l'ensemble des parlementaires, les représentants des communes) et les représentants des secteurs concernés par le Droit local, dont bien sûr les cultes. L'objectif est de mieux faire connaître le Droit local et les atouts dont il est porteur (nos concitoyens en sont de plus en plus ignorants) et de préparer en amont les initiatives politiques nécessaires pour en justifier le maintien ou l'évolution. C'est la première fois depuis longtemps que le Droit local mobilise ainsi globalement en sa faveur les élus des 3 départements, ce qui est le signe d'une légitime inquiétude.

### **3. Du global au local : l'avenir de notre Union d'Églises**

Lors de notre dernière Assemblée en novembre 2021, le vœu unanime d'une refondation de l'UEPAL a été exprimé, et un mandat a été donné dans ce sens au Conseil Plénier. Ce dernier a nommé un groupe de travail à qui a été confiée la première tâche d'un diagnostic sur le fonctionnement de nos institutions. Il s'agissait de vérifier si depuis le bilan effectué en 2016 à l'occasion des 10 ans de l'Union, des évolutions avaient été constatées et quels étaient les blocages qui persistaient. Le groupe de travail rendra compte tout à l'heure de ses conclusions et de la poursuite de la démarche.

Je crois utile de préciser à ce stade que ni Christian Krieger, qui a déjà pris officiellement ses fonctions comme président de la FPF le 1<sup>er</sup> juillet, ni moi-même ne participeront à cette démarche de refondation, même si nous restons à la disposition de celles ou ceux qui voudraient nous consulter à ce sujet. J'en ai exprimé personnellement le souhait, et cela a été posé clairement en Conseil Plénier. Si j'ai l'intime conviction que les difficultés que nous avons connues s'expliquent largement par des insuffisances dans la construction institutionnelle de 2006, sources de malentendus et d'interprétations divergentes, ce sont aussi des personnes qui incarnent ces institutions. Pour éviter toute ambiguïté à ce sujet, il faut donc que celles et ceux qui ont actuellement la charge de notre Union, le Conseil et l'Assemblée, puissent avoir le champ libre pour définir un avenir que ni Christian Krieger ni moi n'incarneront. Mon premier mandat de président de l'EPCAAL s'achèvera en 2024, et je n'ai pas l'intention de le renouveler. Compte tenu du temps que mettra cet important chantier de refondation, j'espère que les nouvelles dispositions qui seront mises en place profiteront à nos successeurs, afin que la communion entre les deux Églises soit approfondie en empruntant des chemins résolument nouveaux.

Je conclus mon propos avec la brève évocation de 3 sujets qui concernent le passé, le présent et l'avenir. Le passé, c'est la mémoire de ce qui a été vécu dans nos Églises d'Alsace-Moselle durant la sombre période du nazisme. Je ne reviendrai pas sur les deux ouvrages parus à ce sujet sous la plume de deux de nos pasteurs, qui ont donné lieu à divers débats. Je mentionnerai simplement le colloque qui se prépare sous la houlette du Pr. Marc Lienhard, les 16 et 17 novembre 2023, sous le titre « Le protestantisme et les pasteurs alsaciens-mosellans entre 1940 et 1945 ». Une vingtaine d'intervenants sont d'ores et déjà prévus. J'avais interpellé votre Assemblée en juin 2016 à Steinseltz sur l'opportunité d'entreprendre une telle démarche, à partir de l'expérience courageuse de notre Église-sœur du Palatinat qui, a mené un travail d'inventaire douloureux mais salutaire. Le temps écoulé depuis cette Assemblée de 2016 est l'indice de la difficulté à aborder ces pages

sombres. L'intérêt n'est pas de remuer un passé trouble, mais de veiller à ne pas retomber dans les mêmes ornières. Car comme disait Churchill que je cite souvent à ce sujet : « Les peuples qui oublient leur histoire sont condamnés à la revivre ».

Le présent, c'est aujourd'hui, cet après-midi, avec la reconnaissance pour 18 personnes de leur ministère particulier : prédicateurs, aumôniers, diacres, animateurs communautaires, assistants pastoraux. Il ne manque plus que l'évangéliste pour que la palette de nos ministères particuliers soit complète. C'est une grâce et un enrichissement pour l'UEPAL d'accueillir ces personnes qui ont choisi d'engager leur vie au service de l'Église et du témoignage de l'Évangile après d'autres expériences professionnelles. Je me réjouis de vivre ce moment qui marque un tournant majeur dans la vie de l'UEPAL.

Enfin, je termine avec l'évocation de l'année Bucer en 2023. Là encore, le passé ne nous intéresse que pour autant qu'il vienne inspirer le présent et préparer l'avenir. Le riche programme qui est en préparation culminera avec la **journée d'Église du samedi 28 octobre 2023 à Strasbourg**. Merci de noter d'ores et déjà cette date, qui sera la conclusion en beauté, je l'espère, de tout ce qui aura été évoqué durant l'année jubilaire des apports de Bucer l'Église et à la société : diaconie, piété personnelle, confirmation, œcuménisme, Europe, ...

« Que nul ne vive pour lui-même, mais pour les autres, et comment l'homme peut y parvenir » : le titre de ce petit traité de Martin Bucer de 1523 est une belle invitation à retrouver l'esprit de la Réforme naissante et de ses intuitions toujours actuelles.



Christian Albecker  
Président de l'UEPAL  
3 juillet 2022